

NEWS

## EDITORIAL

DE LIMA À PARIS

# Vogue le climat !

Raymond Klein



LUKA TOMAC / CC-BY-NC-ND 2.0

Journée des droits humains à Lima.

**« Zéro pointé », estiment les ONG. « Peut mieux faire », reconnaît le monde politique. Les négociations de Lima ne représentent pas une grande avancée. Il y a peu de chances que la prochaine conférence permette de faire mieux.**

« Le résultat de la conférence Cop-20 fait planer la menace d'une planète morte. » La dramatique déclaration de Martin Vilela, de la plateforme bolivienne contre le changement climatique, résume assez bien la position des ONG. Les négociations auraient ignoré les intérêts des populations et les preuves scientifiques. Le manque d'efficacité des actions envisagées causerait la souffrance de millions de personnes. « Le soi-disant 'Appel de Lima pour un plan d'action sur le climat' ne contribuera en rien à atteindre les objectifs en matière de changement climatique annoncés par l'ONU », a conclu Vilela.

En effet, les négociations ont donné lieu à un compromis de dernière minute vidé de tout contenu. Les grands pays industrialisés, renvoyant à leurs engagements non négligeables, ont exigé que le reste du monde fasse le reste, sans pour autant prévoir les moyens adéquats en termes de transferts financiers et technologiques. A cela, les pays en voie de développement (PVD) ont opposé un front du refus, avec l'appui équivoque de la Chine - qui certes poursuit encore son développement, mais est aussi le plus grand pays industrialisé de la planète. C'est l'inscription des principes de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives des pays dans le texte de l'appel final qui a permis de dégager un accord. En effet, cela renvoie à l'idée que les pays les plus développés, qui ont aussi été à l'origine de la plus grande partie du CO<sub>2</sub> déjà rejeté dans l'atmosphère, devraient fournir l'effort principal de réduction.

Sur une note plus optimiste, la ministre luxembourgeoise de l'Environnement, Carole Dieschbourg, a admis qu'il s'agissait d'un accord « faible », mais a estimé qu'« il constitue pourtant une bonne base ». A ses yeux, il s'agit d'un pas important en vue de la conférence de Paris dans un an, où doit être finalisé un accord mon-

dial sur la réduction des gaz à effet de serre. Le communiqué du ministère souligne par ailleurs que le Luxembourg contribuera à hauteur de cinq millions d'euros au Green Climate Fund (GCF), destiné à aider les PVD. En même temps, il insinue que le principe de différenciation des responsabilités - si important pour les pays émergents et les PVD - caractériserait les pays « moins ambitieux ».

## La raison première de nos contradictions est l'obsession de la croissance économique.

Pour le reste, les mécanismes de marché - fort prisés des pays industrialisés - occupent une place importante dans l'ébauche du texte de l'accord à venir. Aucune surprise de ce côté-là : le rapport Calderon, sorti il y a trois mois, n'avait-il pas promis que la lutte contre le changement climatique était compatible avec la croissance économique - et donc avec le maintien du capitalisme de marché ? Pour des mesures plus politiques comme le GCF, il ne reste que des miettes : à peine dix milliards de dollars de contributions volontaires ont été rassemblés à ce jour, alors que ce fonds devrait disposer, à partir de 2020, de cent milliards... par an.

Mais il ne s'agit pas seulement de sommes d'argent qui font défaut, alors qu'une aide massive aux PVD est indispensable afin de les aider à limiter le changement climatique et à s'adapter aux effets déjà perceptibles de celui-ci. C'est l'orientation générale du modèle social et économique qui doit être reconsidérée. Car la raison première de la contradiction entre conscience du défi climatique et refus de mesures drastiques se situe précisément dans l'obsession de la croissance économique. Une évolution vers une économie du bien-être permettrait d'envisager plus sereinement les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub>. Et rendrait possible l'abandon de la fixation sur les mécanismes de marché. Alors, enfin, le problème climatique ne serait plus seulement pensé en termes scientifiques ou économiques, mais en termes sociaux et politiques.

## NEWS

Budgetdebatten: Im falschen Anzug **S. 3**

## REGARDS

Psychische Erkrankung: „Es wird unter den Teppich gekehrt“ **S. 4**Erziehung: Öl ins Feuer **S. 8**Bien-être animal: « Accompagner le processus législatif » **p. 10**Ägypten: Homophobe Feind-Bestimmung **S. 12**

(Coverfoto: =^..^=)